**CONTRAT A DURÉE INDÉTERMINÉE**

**(*Contrat à durée indéterminée suite à transfert de compétence depuis une entité économique employant des salariés de droit privé*)**

**ÉTABLI EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.1224-3**

**DU CODE DU TRAVAIL**

***Rappel****: Lorsque l'activité d'une entité économique employant des salariés de droit privé est, par transfert de cette entité, reprise par une personne publique dans le cadre d'un service public administratif, il appartient à cette personne publique de proposer à ces salariés un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.*

*Sauf disposition légale ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contraires, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.*

*Les services accomplis au sein de l'entité économique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.*

*En cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique applique les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat.*

Entre [**dénomination exacte de la collectivité ou de l'établissement concerné**]représenté*(e)* par son Maire *(ou Président)*, etdûment habilité par délibération du [**indiquer l'organe délibérant**]en date du [**date**]

Et

M. ou Mme [**Nom, Prénom**], « le cocontractant »,

Vu le code du travail, notamment son article L.1224-3,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération en date du [**date**] créant l’emploi permanent de [**emploi**] relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] comprenant les fonctions suivantes [**fonctions**] et fixant le niveau de rémunération ainsi que la quotité horaire de travail à hauteur de [**heures**]/35h00,

Vu la déclaration de vacance d’emploi auprès du centre de gestion en date du [**date**],

Vu le contrat de travail établi en date du [**date**] pour une durée indéterminée entre M. ou Mme [**Nom, Prénom**] et [**nom de l’organisme dont est issue la compétence transférée**],

Considérant que l’activité de [**nom de l’organisme dont est issue la compétence transférée**] est transférée auprès de [**collectivité ou établissement public**] à compter du [**date**] et qu’il convient, au titre des dispositions précitées du code du travail, de proposer aux salariés de droit privé un contrat de droit public reprenant les clauses substantielles du contrat dont les salariés étaient titulaires,

Considérant que les services accomplis au sein de l’entité économique d’origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d’accueil,

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1** : OBJET ET DURÉE DU CONTRAT

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est recruté(e) pour une durée indéterminée à compter du [**date**], en qualité de [**intitulé du poste et grade**], contractuel relevant de la catégorie hiérarchique [**A, B ou C**] pour assurer les fonctions suivantes :

* [**fonctions**].

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] sera affecté à [**lieu d’affectation**].

**ARTICLE 2** : DROITS ET OBLIGATIONS

Conformément aux dispositions du code général de la fonction publique, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] sera soumis*(e)* pendant toute la période d'exécution du présent contrat aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par le Livre Ier du code général de la fonction publique et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisés.

En cas de manquement à ces obligations, le régime disciplinaire prévu par le décret précité pourra être appliqué.

**ARTICLE 3** : TEMPS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Pour l'exécution du présent contrat, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] exercera ses fonctions pour une durée hebdomadaire de [**durée reprenant celle du contrat de droit privé**].

Compte tenu du niveau de rémunération déterminé dans le contrat de droit privé dont était titulaire l’agent, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] percevra une rémunération mensuelle sur la base de l'indice brut [**IB permettant une rémunération d’un niveau au moins égal, ou à défaut supérieure à celle dont bénéficiait le salarié**], indice majoré [**IM**], l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement, *(le* *cas échéant)* les primes et indemnités instituées par l’assemblée délibérante.

**ARTICLE 4** : FORMATION D’INTÉGRATION ET DE PROFESSIONNALISATION

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est astreint(e) à suivre les actions de formation mentionnés à l’article L.422-28 du code général de la fonction publique.

**ARTICLE 5** : SÉCURITÉ SOCIALE – RETRAITE

Pendant toute la durée du présent contrat, la rémunération de M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale. M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est affilié*(e)* à l'IRCANTEC.

**ARTICLE 6** : RUPTURE DU CONTRAT

1 - Licenciement à l'initiative de la collectivité *(ou établissement)* employeur

En cas de licenciement, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] a droit à un préavis d'une durée :

* De 8 jours dans le cas où la durée des services est de moins de 6 mois,
* De 1 mois dans le cas où la durée des services est comprise entre 6 mois et 2 ans,
* De 2 mois dans le cas où la durée des services est supérieure ou égale à 2 ans.

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique, à la suite d'un congé sans traitement d'une durée égale ou supérieure à 1 mois, soit au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception

2) Démission du cocontractant

La démission de M. ou Mme [**Nom, Prénom**] doit être clairement exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception.

M. ou Mme [**Nom, Prénom**] est tenu*(e)* de respecter un préavis d'une durée :

* De 8 jours au moins si la durée des services est inférieure à 6 mois,
* De 1 mois au moins si la durée des services est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
* De 2 mois au moins si la durée des services est égale ou supérieure à 2 ans.

L’ancienneté est décomptée jusqu’à la date d’envoi de la lettre de démission. Elle est calculée compte tenu de l’ensemble des contrats conclus avec l’agent, y compris ceux effectués avant une interruption de fonctions sous réserve que cette interruption n’excède pas 4 mois et qu’elle ne soit pas due à une démission de l’agent.

Les services accomplis auprès de [**nom de l’organisme dont est issue la compétence transférée**] sont comptabilités

**ARTICLE 7 :** FIN DU CONTRAT

A la fin du contrat, M. ou Mme [**Nom, Prénom**] se verra délivrer un certificat qui contient les mentions suivantes :

* La date de recrutement de l’agent et celle de fin de contrat,
* Les fonctions occupées par l’agent, la catégorie hiérarchique dont elles relèvent et la durée pendant laquelle elles ont été effectivement exercées,
* Le cas échéant, les périodes de congés non assimilées à des périodes de travail effectif.

**ARTICLE 8** : CONTENTIEUX

Les litiges nés de l’exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative du tribunal administratif de Nîmes dans le respect du délai de recours de deux mois.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en double exemplaire à [**commune**], le [**date**]

Le Maire *(ou le Président)* Le cocontractant

Ampliation adressée au :

- Comptable de la collectivité.

*(Le cas échéant)*

***Annexes :***

* Fiche de poste,
* Document récapitulant l'ensemble des instructions de service opposables aux agents titulaires et contractuels (exemple : règlement intérieur, circulaire, note de service…),
* Les certificats de travail délivrés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics dans les conditions prévues à l’article 38 du décret n°88-145 du 15 février 1988.